

Ecrit par le 22 novembre 2024

'Illectronisme' : le Vaucluse, champion régional de l'accès à la fibre, mais pas de l'utilisation du numérique



L'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de publier une étude sur la situation régionale de l'illectronisme, c'est-à-dire l'incapacité à utiliser des appareils numériques pouvant déboucher sur une forme d'exclusion contemporaine. Ce sont ainsi les personnes qui n'ont pas utilisé internet au cours de l'année* ou qui ne possèdent aucune compétence dans l'utilisation des outils numériques. En tout, près de 600 000 habitants de Paca seraient concernés. Cela représente 16% des habitants de 15 ans ou plus, la même proportion qu'au niveau national. En Vaucluse, élève modèle régional pour l'accès à la fibre, si la situation est largement contrastée au sein de ses territoires le département n'a rien à envier à ses voisins en termes d'accès au numérique, bien au contraire. Cependant, si les 'tuyaux' sont là certains Vauclusiens ne savent

Ecrit par le 22 novembre 2024

pas s'en servir.

Pour le département Vaucluse [le déploiement de la fibre aura été une vraie réussite](#). Débuté en 2011, pour accélérer ensuite l'objectif était de s'étendre sur tout le territoire, via deux zones d'interventions, l'une privée et l'autre publique, afin d'être l'un des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur les mieux équipés en THD (très haut débit). C'est aujourd'hui le cas et avec un taux de déploiement de la fibre de 99%, la Communauté de communes Aygues-Ouvèze en Provence fait figure de champion régional en la matière. Les autres EPCI (Etablissement public de coopération intercommunale) de Vaucluse affichant également des taux parmi les plus élevés de la région Sud (voir tableau ci-dessous) ainsi que des territoires limitrophes où la Drôme est particulièrement à la traîne.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Libellé EPCI	Taux de déploiement de la fibre
CC Aygues-Ouvèze en Provence (Ccaop)	99%
CC Rhône Lez Provence	97%
CC Pays d'Apt-Luberon	97%
CC Territoriale Sud-Luberon	97%
CC Ventoux Sud	96%
CA Terre de Provence	93%
CC Vallée des Baux-Alpilles (Cc Vba)	93%
Métropole de Lyon	93%
CC du Pont du Gard	91%
CC Vaison Ventoux	90%
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	90%
Métropole Nice Côte d'Azur	88%
CA de Sophia Antipolis	85%
CA Luberon Monts de Vaucluse	84%
CA du Gard Rhodanien	83%
CC du Pays Réuni d'Orange	81%
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	79%
CA de Nîmes Métropole	79%
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove)	78%
CC Pays d'Uzès	78%
CC des Sorgues du Comtat	73%
CA Alès Agglomération	70%
CA du Grand Avignon	69%
CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse	68%
CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	67%
CC Enclave des Papes-Pays de Grignan	60%
CC Beaucaire Terre d'Argence	38%
CC Drôme Sud Provence	29%
CC des Baronnie en Drôme Provençale	11%

Source : Arcep, couverture au 30 juin 2022.

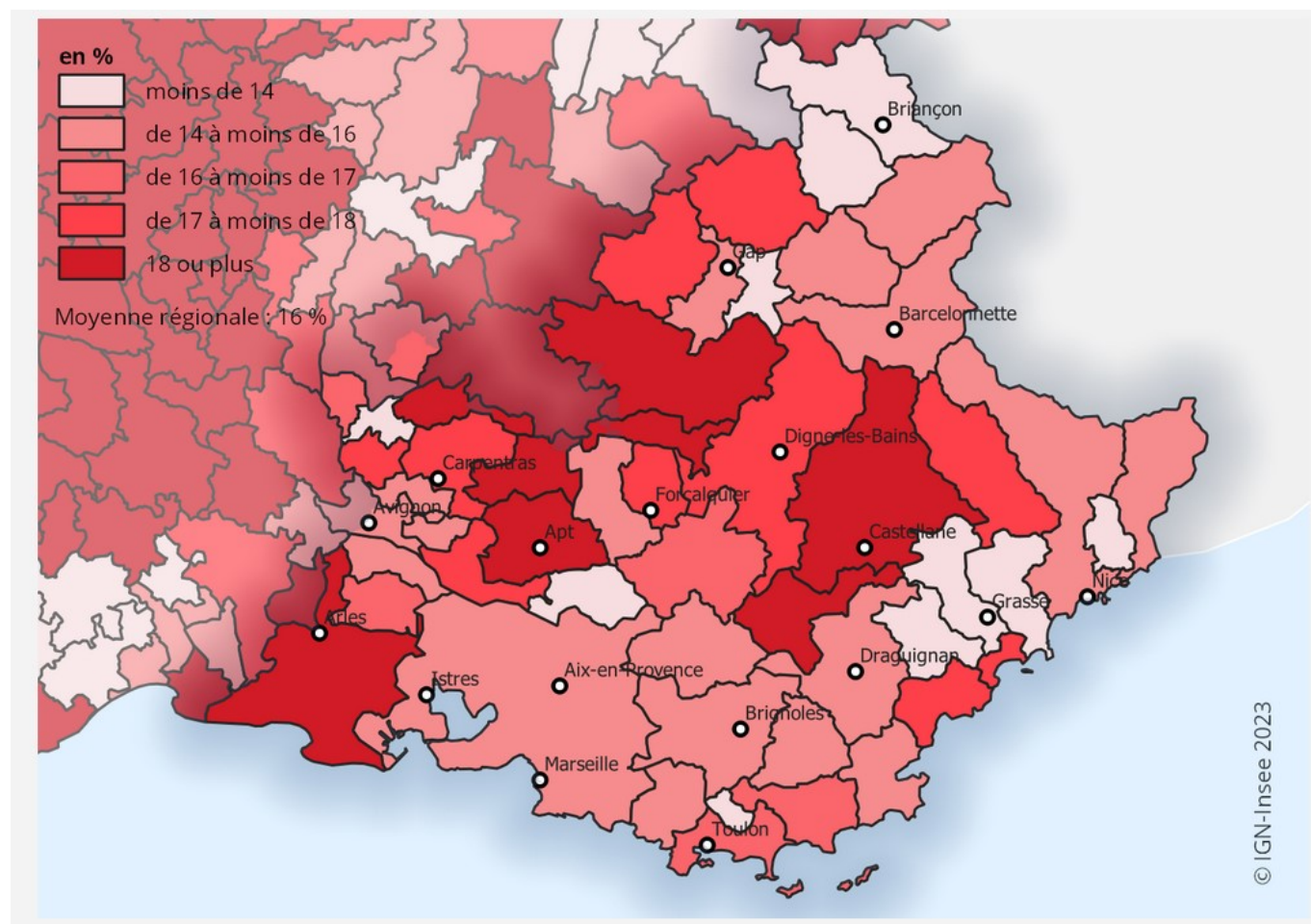
Dans le détail, ce sont paradoxalement les territoires ruraux qui présentent les meilleurs taux d'équipements en Vaucluse. Cela s'explique par le retard pris par les opérateurs privés, en charge des zones les plus urbanisées, dans le déploiement par rapport à l'action volontariste du Conseil départemental, en charge des zones moins dense via son délégataire [Vaucluse numérique](#).

Ainsi, bon nombres de 'petite' intercommunalités de Vaucluse affichent des taux de raccordement à la

Écrit par le 22 novembre 2024

fibres de plus 90%, soit bien mieux que le Grand Avignon (69%) ou la Cote (78%). Pour autant, le département présente des chiffres équivalents à ceux des plus grandes villes de la région qui sont, bien souvent, les mieux équipées de leur territoire. Avec 96% Ventoux Sud est ainsi largement au-dessus de la très connecté Sophia Antipolis (85%) !

Mais posséder un réseau haut débit ne va forcément dire que l'on sait s'en servir ou qu'on l'utilise.



Taux d'illectronisme par EPCI en Paca.

En effet, dans sa dernière étude sur la situation de l'illectronisme dans la région, [l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) estime que près de 600 000 habitants de Paca n'ont pas utilisé internet au cours de l'année* ou qui ne possèdent aucune compétence dans l'utilisation des outils numériques. Cela représente 16% des habitants de 15 ans ou plus, soit la même proportion qu'au niveau national. En revanche, c'est en Provence-Alpes-Côte d'Azur que les habitants utilisent le moins souvent internet de manière quotidienne. Ils possèdent aussi moins fréquemment une maîtrise forte des outils numériques.

En Vaucluse, c'est dans le territoire de Ventoux Sud que l'on trouve le plus fort taux d'illectronisme. Une zone pourtant particulièrement bien raccordée à la fibre. Là encore, ce sont les territoires ruraux (voir tableau ci-dessus et carte ci-dessous) qui arrivent en tête dans le département ainsi que dans zones

Écrit par le 22 novembre 2024

voisines.

Une forme d'exclusion contemporaine

« Le développement d'internet et de la dématérialisation se sont encore amplifiés depuis la crise de la Covid-19, explique l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les outils numériques sont de plus en plus indispensables à la vie quotidienne, que ce soit pour rechercher des informations, travailler ou télétravailler, effectuer des achats en ligne ou des démarches administratives. Si la numérisation facilite la vie de la plupart des citoyens au quotidien, elle complique celle des personnes en difficulté avec les outils numériques »

« L'illectronisme et, au-delà, la faible maîtrise des outils numériques, pourraient constituer une forme d'exclusion contemporaine, poursuivent les auteurs de l'étude. La lutte contre l'illectronisme, au même titre que celle contre l'illettrisme, est ainsi un enjeu d'égalité, d'accès aux droits et d'insertion économique et sociale. »

Ecrit par le 22 novembre 2024

EPCI	Taux d'illectronisme*
Ventoux Sud (partie Drôme)**	28%
Vaison Ventoux (partie Drôme)**	27%
Les Baronnies en Drôme Provençale	24%
Alès Agglomération	22%
Enclave des Papes-Pays de Grignan (partie Vaucluse)**	20%
Arles-Crau-Camargue-Montagnette	20%
Pays d'Apt-Luberon	20%
Pays d'Uzès	19%
Beaucaire Terre d'Argence	19%
Vaison Ventoux (partie Vaucluse)**	19%
Luberon Monts de Vaucluse	19%
Nîmes Métropole	18%
Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove)	18%
Le Pays Réuni d'Orange	18%
Le Gard Rhodanien	18%
Rhône Lez Provence	17%
Vallée des Baux-Alpilles	17%
Enclave des Papes-Pays de Grignan (partie Drôme)**	17%
Ventoux Sud (partie Vaucluse)**	17%
Toulon-Provence-Méditerranée	17%
Drôme Sud Provence	17%
Terre de Provence	16%
Grand Avignon***	16%
Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse	16%
Nice Côte d'Azur	15%
Les Sorgues du Comtat	15%
Le Pont du Gard	15%
Aix-Marseille-Provence	15%
Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP)	14%
Sophia Antipolis	14%
Sud Luberon	13%
Métropole de Lyon	12%

*Données 2019. **Données pour les EPCI inter-régionales.

***Données identiques entre la partie Occitane et celle de Paca du Grand Avignon.

Portrait-robot de l'illectronisme en Paca

Ecrit par le 22 novembre 2024

L'illectronisme est établi selon 4 domaines de compétences numériques : la recherche d'information, la communication, la résolution de problèmes et l'usage de logiciels.

Et ce jeu-là ce sont nos aînés qui sont les moins bien lotis.

« L'usage quotidien d'internet, tout comme la forte maîtrise des outils numériques, diminuent progressivement avec l'âge, précise l'Insee Paca. Parmi les 15 à 29 ans, 82% se connectent tous les jours et 47% possèdent une forte maîtrise alors que c'est le cas de respectivement 10% et moins de 1% des personnes âgées de 80 ans ou plus. »

Au-delà de 70 ans, la moitié des habitants en situation d'illectronisme

Le taux d'illectronisme croît fortement avec l'âge ; 50% des personnes âgées de 70 ans ou plus sont concernées en Provence-Alpes-Côte d'Azur. C'est même le cas de 67% des personnes de 80 ans ou plus, contre seulement 3% des 15 à 29 ans et des 30 à 44 ans. Cette différence s'explique en particulier par le fait que les plus âgés ont eu accès aux outils numériques plus tardivement au cours de leur vie, que ce soit dans un contexte personnel ou professionnel.

Les femmes sont légèrement plus souvent en situation d'illectronisme que les hommes (respectivement 17% et 14%), en raison de leur surreprésentation dans les tranches d'âges élevées. Avant 70 ans, leur taux d'illectronisme est en revanche légèrement inférieur à celui des hommes.

[Lire également : "Fibre optique en Vaucluse : un pari réussi ?"](#)

Les moins diplômés sont plus concernés

« Au-delà de l'âge, 'les fragilités numériques' se cumulent fréquemment avec des fragilités sociales et économiques. En particulier, le niveau de diplôme apparaît déterminant : 34% des personnes peu ou pas diplômées sont en situation d'illectronisme contre seulement 4% des diplômés de l'enseignement supérieur. Au sein de chaque tranche d'âge, les difficultés diminuent lorsque le niveau de diplôme s'élève. »

« L'illectronisme varie fortement selon la catégorie socio-professionnelle. Parmi les actifs ayant déjà occupé un emploi, il concerne 1% des cadres et 2 % des professions intermédiaires mais 8% des ouvriers et 10% des agriculteurs. En lien avec un usage professionnel fréquent du numérique, les cadres actifs ayant déjà occupé un emploi sont les plus nombreux à posséder une forte maîtrise : 54% contre 14% des ouvriers et 15% des agriculteurs.

De fait, c'est dans les métropoles, et par extension les territoires plus urbains où se concentrent généralement que l'on trouve les plus faible taux d'illectronisme.

Les jeunes peuvent aussi être concernés

Les jeunes peuvent également être touchés et plus particulièrement ceux qui ne savent pas lire.

« En Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2011, 6% des 16-65 ans ayant été scolarisés en France étaient en situation d'illectronisme (7% en France), rappelle l'étude de l'Insee. Si l'on ne se restreint pas aux personnes scolarisées en France, dans la région, un adulte sur dix avait des difficultés jugées préoccupantes pour lire, écrire un mot ou encore comprendre un texte simple. L'illectronisme est, comme l'illectronisme, très lié au niveau de diplôme : plus le niveau d'études augmente, plus la proportion

Écrit par le 22 novembre 2024

d'adultes en situation préoccupante face à l'écrit diminue. Les deux engendrent des phénomènes d'exclusion et de manque d'autonomie dans les actes de la vie quotidienne. »



Illettrisme et illettronisme vont souvent de pair. Les jeunes qui ne savent pas lire constituent une population à risque en matière d'exclusion numérique.

© Shocky-Adobe stock

Ainsi, si 600 000 personnes sont directement concernées par l'illectronisme en Paca s'ajoutent environ 1 400 000 habitants (33% des 15 ans ou plus) ayant une faible maîtrise des outils numériques. Leurs usages d'internet et des outils numériques sont peu diversifiés et ils sont plus vulnérables aux virus ou aux arnaques. Au total, presque la moitié des habitants (49%) sont en situation d'illectronisme ou de faible maîtrise des outils numériques, soit un taux proche de la moyenne de France métropolitaine (47%).

**Données 2019-Recensement de la population 2018.*

Écrit par le 22 novembre 2024

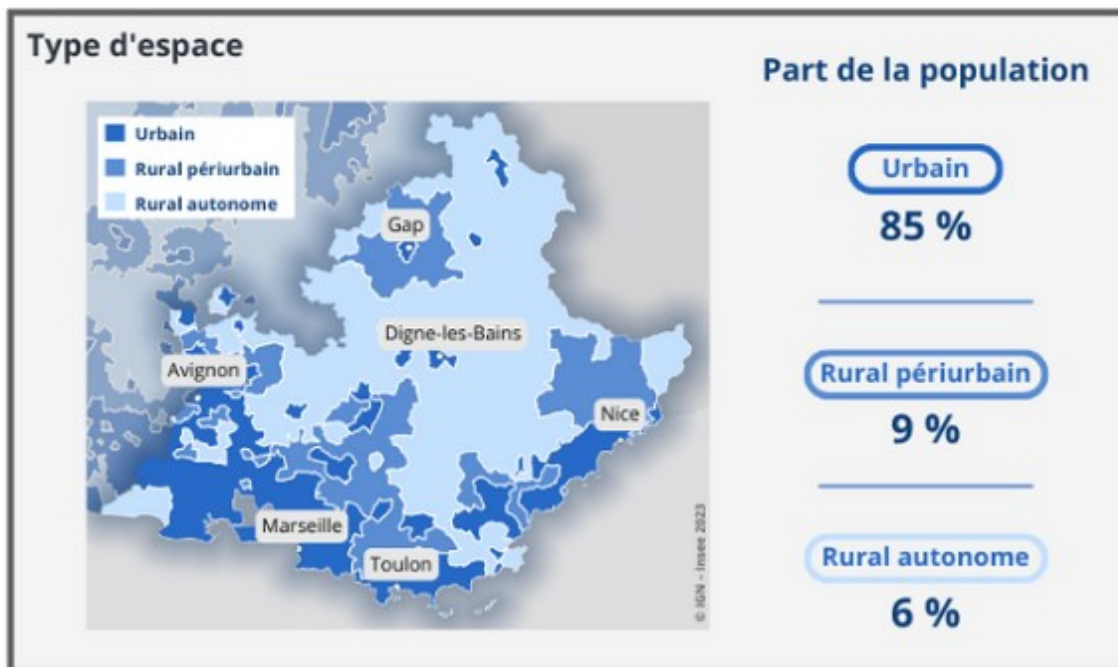
Emploi, l'écart entre les femmes et les hommes perdure



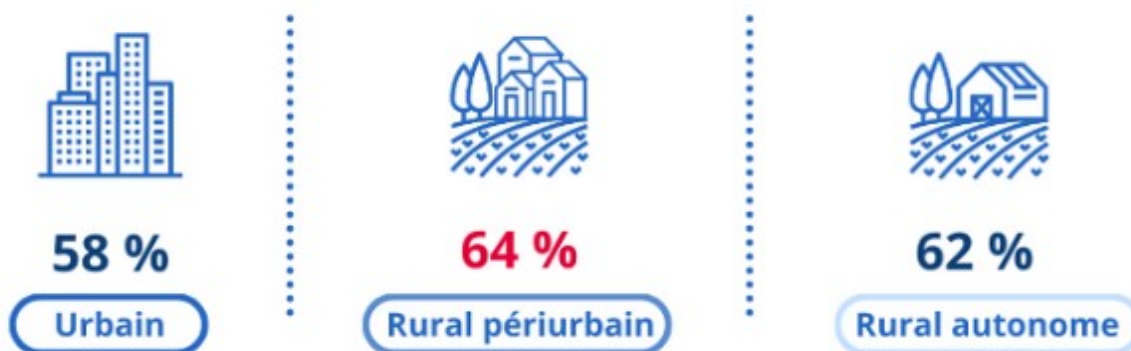
Accès à l'emploi, l'écart entre les femmes et les hommes demeure important dans les espaces urbain et ruraux. Une étude issue d'un partenariat avec la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 2019, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 59 % des femmes âgées de 15 à 64 ans occupent un emploi, soit un taux d'emploi inférieur de 7 points à celui des hommes et l'un des plus faibles de France métropolitaine. Cet écart a néanmoins été divisé par deux en vingt ans. Il est encore extrêmement élevé pour les parents de famille nombreuse.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Un taux d'emploi des femmes plus élevé dans l'espace rural périurbain



Les femmes qui habitent une commune rurale, et encore plus si celle-ci est proche d'une ville, sont plus souvent en [emploi](#) que celles qui vivent dans une commune urbaine.

Les femmes sont plus souvent à temps partiel, surtout lorsqu'elles vivent dans une commune rurale ou qu'elles ont des enfants à charge. L'écart de recours au temps partiel entre les femmes et les hommes est

Ecrit par le 22 novembre 2024

le plus fort pour les parents de famille nombreuse.

Les inégalités de salaire en défaveur des femmes s'expliquent moins par les temps de travail que par des rémunérations horaires moyennes plus faibles. Ainsi, en 2019, les salariées ont perçu un salaire net en équivalent temps plein inférieur de 15 % à celui des hommes. Les écarts de rémunération sont accentués pour les cadres et les habitants des communes rurales proches des villes.

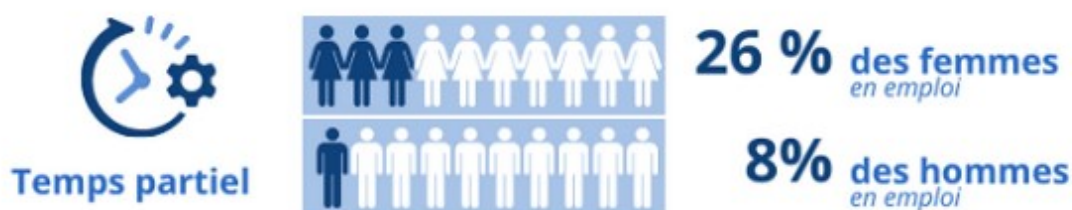
Sources [Insee](#)

MH

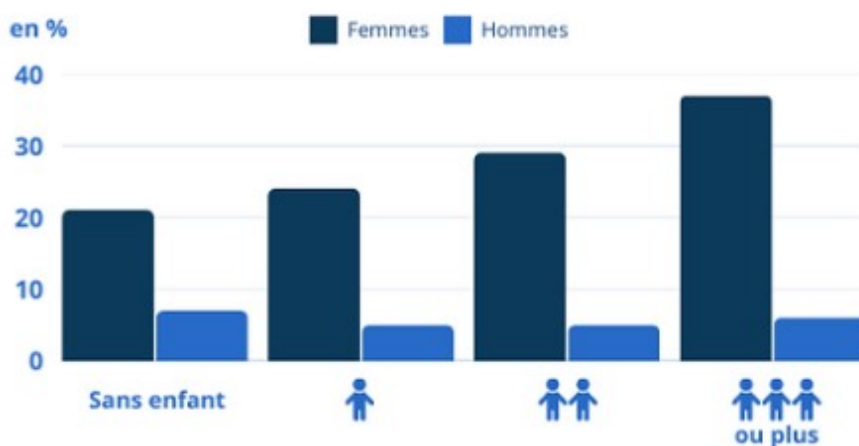
Écrit par le 22 novembre 2024

DES INÉGALITÉS DE TEMPS DE TRAVAIL

Les femmes trois fois plus à temps partiel que les hommes



Le temps partiel le plus fréquent chez les mères de famille nombreuse



* personnes en emploi âgées de 25 à 59 ans

Ecrit par le 22 novembre 2024

Naissances : les Vauclusiens recommencent à faire moins de bébés



[Selon les premières estimations de l'Insee](#), l'Institut national de la statistique et des études économiques a assisté à une baisse du nombre de naissances en France en janvier 2023. Durant cette période, 1 825 bébés sont nés en moyenne par jour dans l'Hexagone. C'est 6% de moins qu'en janvier 2022, et 9% de moins qu'en janvier 2020, avant le début de la pandémie de Covid-19. Au niveau national on dénombre ainsi 56 562 naissances en janvier 2023 contre 60 382 en janvier 2022. C'est à peine mieux qu'en janvier 2021 (53 993), période de Covid-19 constituant le plus faible total depuis 2015 (67 775 naissances en janvier). Depuis, ce chiffre a baissé quasi-régulièrement : 65 963 en 2016, 63 379 en 2017, 62 976 en 2018, 63 179 en 2019 et 62 199 en 2020.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Si les données sont encore provisoires (ndlr : tous les bulletins de naissances n'ont pas encore été tous transmis à l'Insee), les départements de la région n'échappent pas à cette tendance nationale à tel point que Provence-Alpes-Côte d'Azur affichent une baisse -7,4% de l'évolution du nombre de naissances par jour entre 2020 et 2023

Dans le détail c'est un peu plus disparate avec un département du Var qui enregistre un niveau plus faible de naissance en janvier 2023 (783 naissances domiciliées) qu'en janvier 2021 (792), alors plus mauvais bilan démographique de ces dernières années.

Pour les autres départements de la Région Sud, si tous les bilans de ces territoires sont à la baisse par rapport à 2022, ils restent tout de même supérieurs à ceux de 2021 sans toutefois retrouver les niveaux de 2020 (à l'exception des Alpes-Maritimes).

		2020	2021	2022	2023
	Département de domicile	Janvier	Janvier	Janvier	Janvier
04	Alpes-de-Haute-Provence	122	112	106	119
05	Hautes-Alpes	100	93	92	97
06	Alpes-Maritimes	918	828	902	953
07	Ardèche	210	222	258	227
13	Bouches-du-Rhône	2 085	1 755	2 023	1 846
26	Drôme	441	385	399	381
30	Gard	590	547	643	533
34	Hérault	984	886	1 020	931
83	Var	836	792	863	783
84	Vaucluse	564	455	498	483

Naissances domiciliées par département (données provisoires pour janvier 2022 et janvier 2023).

Sources : Insee, statistiques de l'état civil.

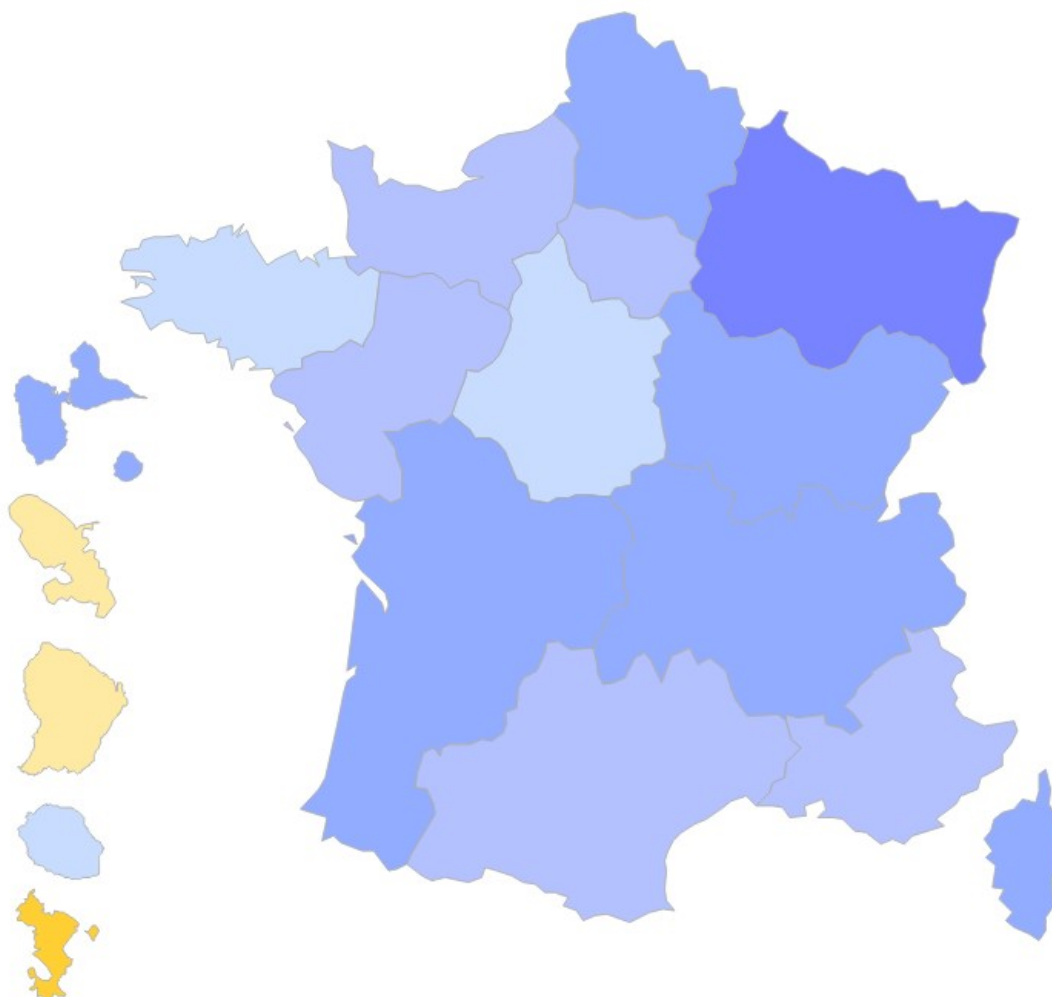
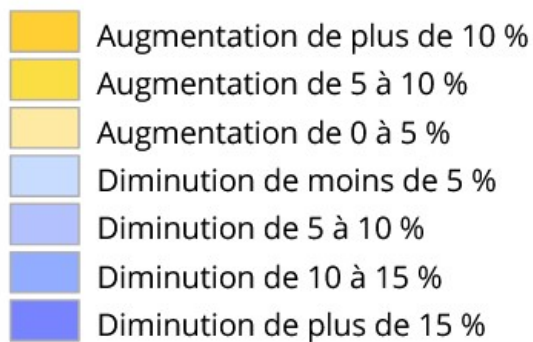
En Vaucluse, le nombre des naissances diminue de -3,01% entre janvier 2022 et janvier 2023 et -14,36% par rapport à janvier 2020. Ce chiffre reste toutefois orienté à la hausse de +6,15% par rapport à janvier 2021.

Chez nos voisins du Gard et de la Drôme le constat est plus alarmant puisque le total des dernières naissances mensuelles est encore plus bas qu'en 2021. A l'inverse, l'Ardèche, même en baisse par rapport à 2022, compte plus de bébés qu'en 2020 sur cette même période.

L'Insee explique cependant que malgré un mauvais début d'année en 2021, au final il y avait eu 2% de naissances en plus en France cette année-là que durant l'année 2022. En effet, on avait alors assisté à un 'rattrapage' démographique en cours d'année. Avec les incertitudes internationales liées à la situation en Ukraine et leurs conséquences économiques (inflation, coût de l'énergie et des matières premières) il est toutefois possible que les conditions ne soient plus forcément propices à rebond de la natalité.

Écrit par le 22 novembre 2024

Evolution du nombre moyen de naissances par jour entre 2020 et 2023, par région de résidence de la mère



Sources : Insee

Etude Insee : 11 627 Vauclusiens vivent 'en communauté'



Maisons de retraite, internats, cités universitaires, casernes, prisons..., les communautés hébergent 123 400 personnes en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019. Ces structures d'hébergement collectif accueillent des publics très différents. C'est ce qui ressort de l'étude réalisée par Thibaut Farrouch et Carole Zampini de [l'Insee Paca](#) où il apparaît que les maisons de retraite ou Ehpad logent une personne sur trois vivant en communauté. Ce mode de résidence des seniors est moins fréquent dans la région qu'en moyenne nationale. Par ailleurs, vivre en internat est plus courant pour les élèves de 15-18 ans que pour les 11-14 ans, et moins fréquent dans la région. Les cités universitaires accueillent autant d'étudiantes que d'étudiants, à la différence des internats des lycées où les garçons sont nettement majoritaires.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Les communautés hébergent 123 400 personnes en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019 dont 11 627 en Vaucluse (soit 2,1% de la population du département). Ces dernières ont à titre habituel un mode de vie commun, partagent une cuisine ou des sanitaires, ou encore prennent leur repas ensemble. Les habitants des communautés représentent 2,4% de la population régionale, une proportion équivalente à celle de France métropolitaine. Au nombre de 2 400, les communautés recouvrent divers types de structures d'hébergement destinées à des publics très différents. Leur population forme ainsi un ensemble très hétérogène, notamment en termes d'âge et de sexe.

Les pensionnaires de maisons de retraite et d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont des femmes pour les trois quarts d'entre eux et sont en moyenne âgés de 86 ans. La population des communautés religieuses est également très féminisée (71% de femmes) et relativement âgée (64 ans en moyenne). À l'inverse, les internats et les cités universitaires hébergent une population jeune, respectivement âgée de 18 et 21 ans en moyenne, et plus équilibrée entre femmes et hommes. Les établissements pénitentiaires et les établissements militaires abritent en revanche quasi exclusivement des hommes (neuf résidents sur dix), d'âge moyen respectif 33 ans et 27 ans.

Département	Population en communauté	Population totale	Part de la population en communauté dans l'ensemble de la population (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	5 041	164 308	3,1
Hautes-Alpes	5 039	141 220	3,6
Alpes-Maritimes	26 020	1 094 283	2,4
Bouches-du-Rhône	50 141	2 043 110	2,5
Var	25 521	1 076 711	2,4
Vaucluse	11 627	561 469	2,1
Ensemble	123 389	5 081 101	2,4

Parts et effectifs des populations vivant en communauté en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019, par département (source : Insee Paca).

43 300 résidents en maison de retraite ou en Ehpad

Première catégorie en nombre d'habitants, les maisons de retraite et Ehpad hébergent 43 300 personnes, soit 35% des habitants en communauté. Elles sont suivies par les établissements sanitaires ou sociaux de moyen ou long séjour, qui abritent 34 500 personnes, soit 28% de la population des communautés. Viennent ensuite les internats (hors cités universitaires), dans lesquels résident 19 800 personnes (16%). Les cités universitaires comptent 9 100 résidents, soit 7% de la population vivant en communauté.

Les établissements pénitentiaires de la région hébergent 7 500 personnes (6%) et les établissements militaires 6 200 (5%). Le reste de la population des communautés se répartit entre les communautés religieuses, les établissements sociaux de court séjour et d'autres formes de communautés.

Par rapport à la moyenne de France métropolitaine, la population en communauté vit plus souvent en établissement sanitaire ou social (+ 3 points) et en cité universitaire (+ 2 points), quand la part des internats est sensiblement plus faible (- 8 points).

Entre 2009 et 2019, le nombre de personnes vivant en communauté a peu évolué dans la région, mais la population résidant en maison de retraite et en Ehpad s'est accrue.

Des seniors moins souvent en maison de retraite ou en Ehpad qu'ailleurs en France

Comme en France métropolitaine, les résidents de maison de retraite ou d'Ehpad ont en moyenne 86 ans. Pour les seniors, ce mode de résidence est moins fréquent dans la région qu'en moyenne nationale, en

Ecrit par le 22 novembre 2024

particulier pour les plus âgés d'entre eux. Ainsi, 2,9% des personnes âgées de 60 ans ou plus sont concernées, contre 3,3% en France métropolitaine et 3,5% en province. La proportion de personnes hébergées dans ces établissements augmente avec l'âge et la dépendance qui l'accompagne. Parmi les 90 ans ou plus, elles sont 23,4% (28% en France métropolitaine et 28,9% en province). L'écart entre la région et la France peut en partie s'expliquer par une offre de places plus faible, par la présence de seniors aux revenus modestes, pour lesquels l'accès aux institutions est contraint, ou encore par un maintien à domicile facilité par la densité élevée d'infirmiers libéraux.

En raison des différences d'espérance de vie entre femmes et hommes, 74% des résidents en maison de retraite ou en Ehpad sont des femmes. Les femmes y vivent également plus souvent que les hommes et cet écart s'accroît avec l'âge. Parmi les personnes de 60 ans ou plus, 3,8% des femmes sont hébergées dans ces établissements, contre seulement 1,6% des hommes. À 90 ans ou plus, 27% des femmes résident en maison de retraite ou en Ehpad, contre seulement 15% des hommes. Ces différences proviennent de l'écart d'espérance de vie, mais aussi du fait que les hommes vivent plus fréquemment en couple jusqu'à un âge avancé que les femmes, avec des conjointes souvent moins âgées.

	France métropolitaine	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Autre forme de communauté	0	0
Etablissement social de court séjour	1	1
Communauté religieuse	2	2
Etablissement militaire	3	5
Etablissement pénitentiaire	4	6
Cité universitaire	5	7
Internat hors cité universitaire	24	16
Établissement sanitaire ou social de moyen ou long séjour hors maison de retraite	25	28
Maison de retraite, EHPAD	36	35

Répartition de la population vivant en communauté en 2019 en % (source : Insee Paca).

Les 15-18 ans plus souvent internes que les 11-14 ans

L'hébergement en internat (hors cités universitaires) concerne très majoritairement des jeunes en âge d'être scolarisés au lycée. Ainsi, 13 900 élèves internes de la région ont entre 15 et 18 ans, soit 70% de l'ensemble des internes. Ces lycéens internes ne représentent que 5,9 % de l'ensemble des jeunes âgés de 15 à 18 ans dans la région, contre 8,3% en France métropolitaine. La proportion de jeunes internes de 11 à 14 ans, en âge d'être scolarisés au collège, est également plus faible dans la région (0,9 % contre 1,2 % au niveau national).

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur étant très urbaine, les élèves sont en effet plus facilement scolarisés à proximité de leur domicile que dans des régions plus rurales. Le recours à l'internat augmente avec l'avancement des élèves dans le système scolaire, le passage au lycée étant souvent synonyme d'augmentation de la distance entre le domicile et l'établissement scolaire.

La part des internes diffère légèrement entre lycéennes et lycéens : 6,4% pour les garçons de 15-18 ans contre 5,4% pour les filles, et les filles sont minoritaires dans les internats (40%). Le constat est semblable à l'échelle nationale.

L'équilibre filles-garçons davantage respecté en 'cité U' que dans les internats de lycée

Parmi les 9 100 résidents en cité universitaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur, neuf sur dix ont entre 18

Ecrit par le 22 novembre 2024

et 25 ans. Ces derniers représentent 5,2% de l'ensemble des étudiants de cet âge, une proportion supérieure à la moyenne de France métropolitaine (3%) et de France de province (4,5%). Résider en cité universitaire est un peu plus fréquent pour les jeunes hommes (5,8%) que pour les jeunes femmes (4,8%). En France métropolitaine, ces proportions atteignent respectivement 3,3% et 2,7%. Toutefois, la population étudiante étant majoritairement féminine, la parité est davantage présente dans les cités universitaires qu'au sein des internats des lycées. Tous âges confondus, les jeunes femmes représentent 48% des internes, dans la région comme en moyenne nationale.

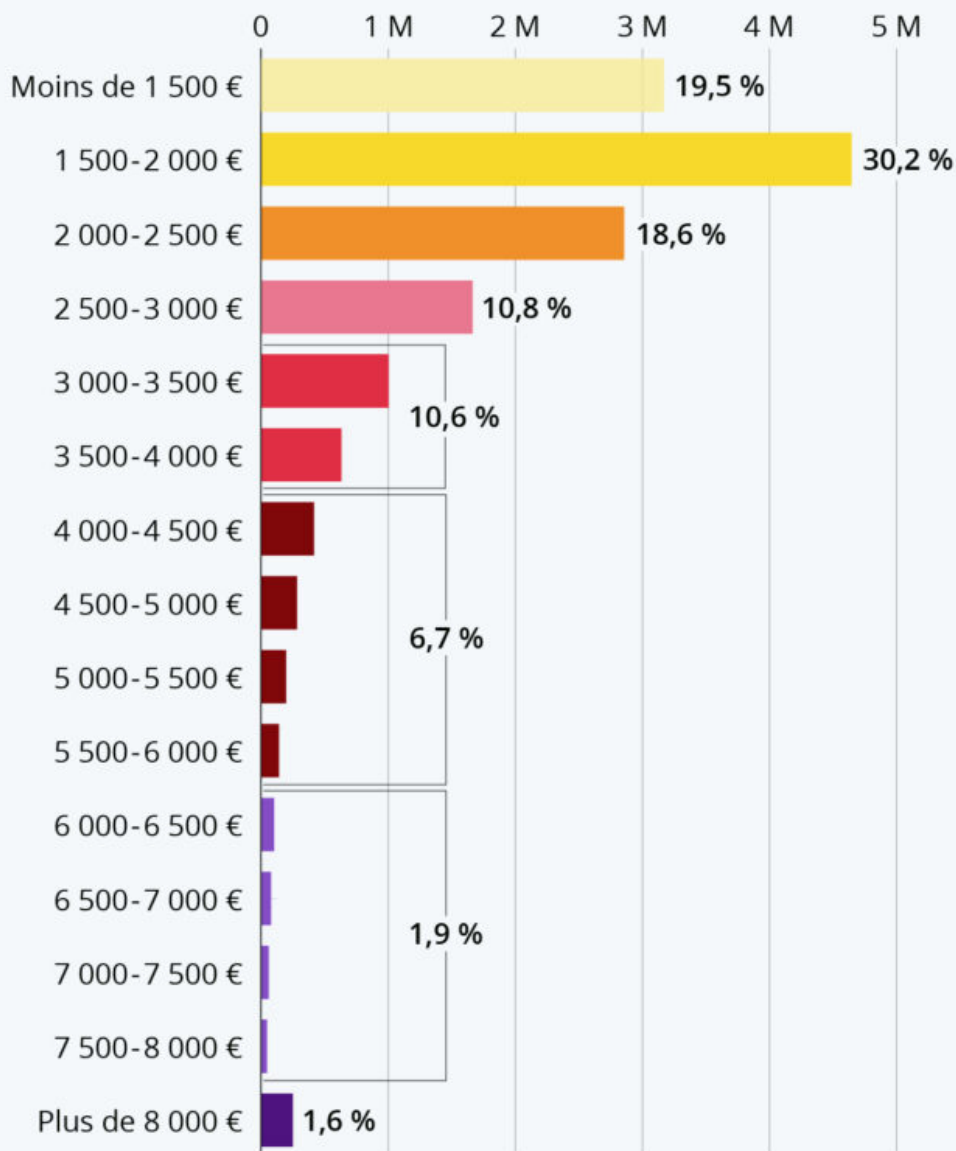
Etude réalisée par Thibaut Farrouch et Carole Zampini de Insee-Paca et publiée le 27 juin 2022

La pyramide des salaires en France

Ecrit par le 22 novembre 2024

La pyramide des salaires

Distribution des salaires mensuels nets en France, en équivalent temps plein (et pourcentage) en 2020 *



* France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques.

Source : Insee



statista

Écrit par le 22 novembre 2024

Combien gagnez-vous par rapport à la moyenne des Français ? Une [étude](#) de l'Insee dévoile la distribution des salaires dans l'Hexagone et permet de le découvrir. En 2020, le salaire moyen d'un salarié du privé s'élevait à 2 518 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration dans le bas de la distribution. Le salaire net médian - qui signifie que 50 % des [salariés français](#) gagnent moins que cette somme et que l'autre moitié gagne plus - se situe ainsi à 2 005 € nets mensuels.

Basé sur les données de cette étude, notre graphique donne un aperçu détaillé de la répartition des salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques, en équivalent temps plein. On constate que 19,5 % des salariés perçoivent moins de [1 500 €](#) nets par mois (certains salaires en EQTP pouvant être inférieurs au Smic) et qu'environ 30 % se situent entre 1 500 € et 2 000 € nets. Concernant les tranches suivantes, près de 30 % touchent de 2 000 € à 3 000 € et ils ne sont plus que 10,6 % à gagner entre 3 000 € et 4 000 €. Les revenus supérieurs à 4 000 € nets mensuels ne concernent qu'autour d'un salarié français sur dix en EQTP. Au delà de 8 000 €, seulement 1,6 %.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Insee : quand les chiffres décryptent les territoires de Vaucluse

Ecrit par le 22 novembre 2024



[L'Insee \(Institut national de la statistique et des études économiques\) de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) vient d'organiser un rencontre avec les acteurs du territoire de Vaucluse. Intitulée 'Aux sources de l'info', cette matinée ouverte notamment à une quarantaine d'élus locaux, de représentants des collectivités locales, de services de l'Etat ainsi que d'associations, d'universitaires et d'organismes consulaires (en présentiel ou en visio-conférence) a permis de dresser un panorama du département ainsi que de montrer les outils de recherche statistiques disponibles sur le site internet de l'Insee.

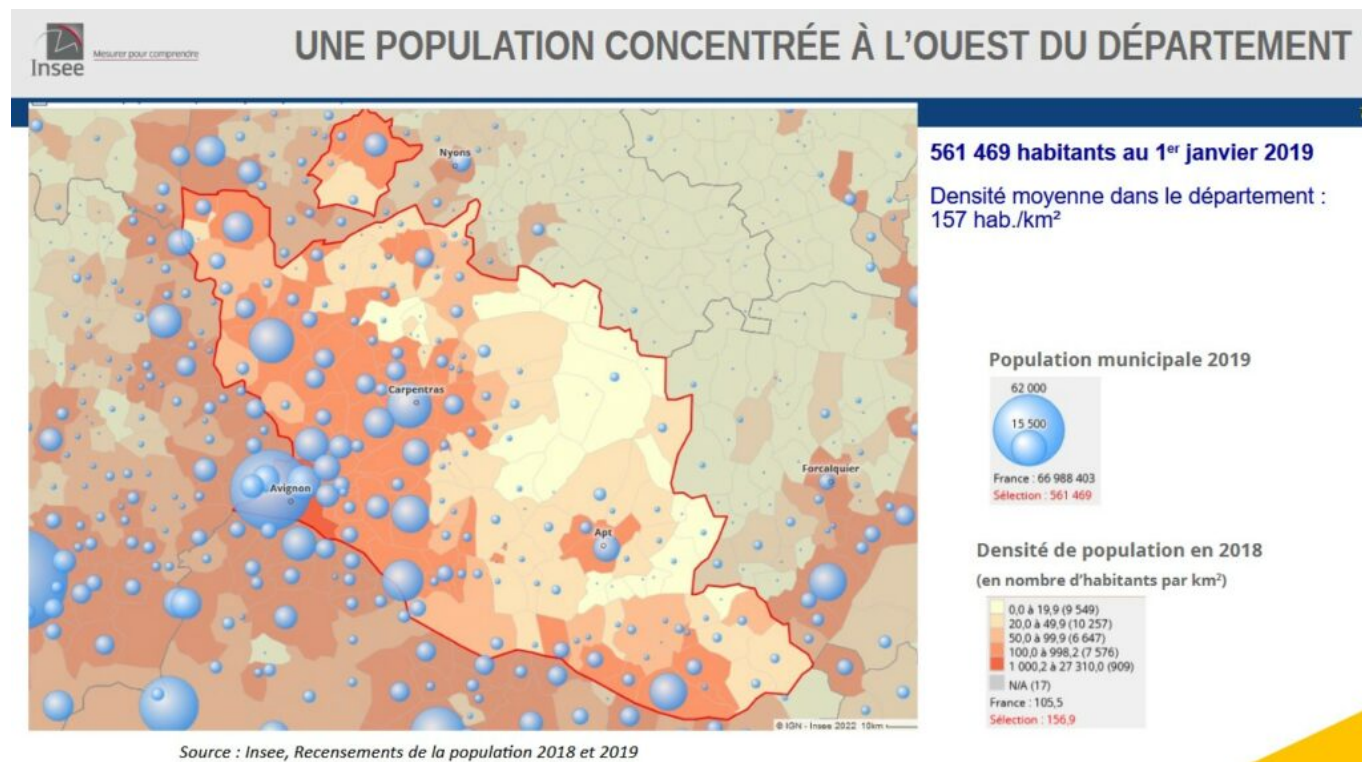
« Nous avons la volonté de nous rapprocher des territoires, explique [Valérie Roux](#), directrice régionale de l'Insee. Mais avec le Covid cela faisait longtemps que nous n'étions pas venus dans le Vaucluse. La dernière fois que nous nous sommes rendus à Avignon c'était fin 2016 et à Carpentras en 2018. »

Impulsion du solde naturel

S'il est difficile de dresser en quelques lignes un état complet du Vaucluse, l'Insee Paca a cependant synthétisé les grandes lignes de cette présentation. Ainsi, dans ce territoire de 561 500 habitants, soit 11% de la population régionale concentrée principalement à l'ouest du département, le Vaucluse connaît un essor démographique (légèrement moins soutenu que les moyennes régionale et nationale). Il affiche une population plus jeune que la moyenne régionale, qui croît sous l'impulsion du solde naturel. Par ailleurs, dans le contexte de la crise sanitaire, il présente une hausse de la mortalité moins marquée que dans le reste de la région. Dans le détail, Avignon renoue avec la croissance démographique alors que l'on assiste à un ralentissement démographique dans les zones d'emploi d'Orange et de Cavaillon-Apt.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Autre constat : de nombreux jeunes quittent le département pour leurs études supérieures principalement. Toutefois, l'université d'Avignon draine des jeunes venant des départements limitrophes, limitant en partie le déficit de cette classe d'âge.



Un département plus agricole et plus industriel

Côté économique, le Vaucluse est un département plus agricole et plus industriel que la moyenne régionale, notamment grâce à une forte présence de l'industrie agro-alimentaire. Alors qu'il avait subi plus fortement la crise économique de 2008 que la région, le Vaucluse a mieux résisté à la crise liée au Covid-19. L'activité a retrouvé son niveau d'avant-crise à la mi-2021, comme la région, mais l'emploi a dépassé son niveau d'avant-crise dès le premier trimestre 2021, plus vite que Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ecrit par le 22 novembre 2024

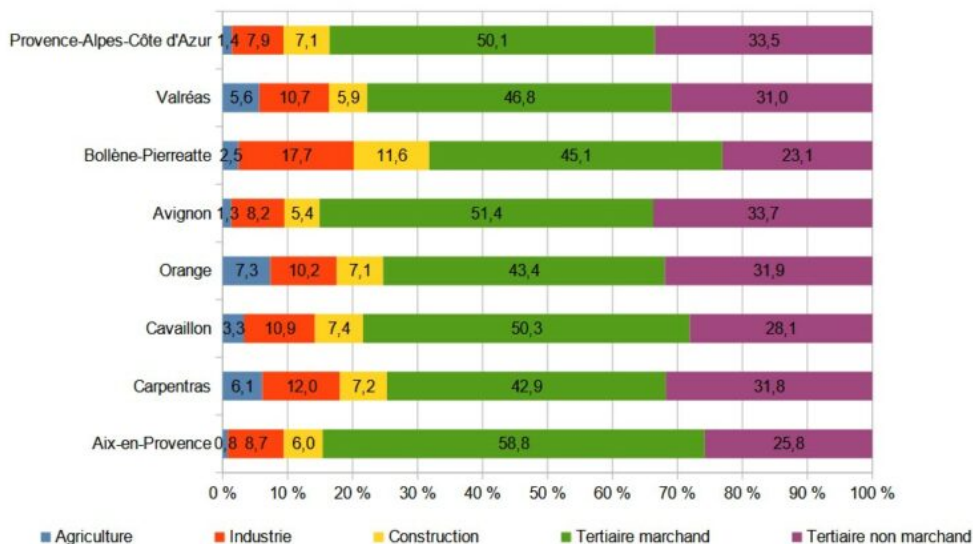


Mesurer pour comprendre

AGRICULTURE DANS LES ZONES D'ORANGE ET CARPENTRAS, TERTIAIRE NON MARCHAND À AVIGNON, TERTIAIRE MARCHAND À AIX-EN-PROVENCE

22

Répartition du nombre d'emplois salariés au lieu de travail par secteur d'activité dans les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019



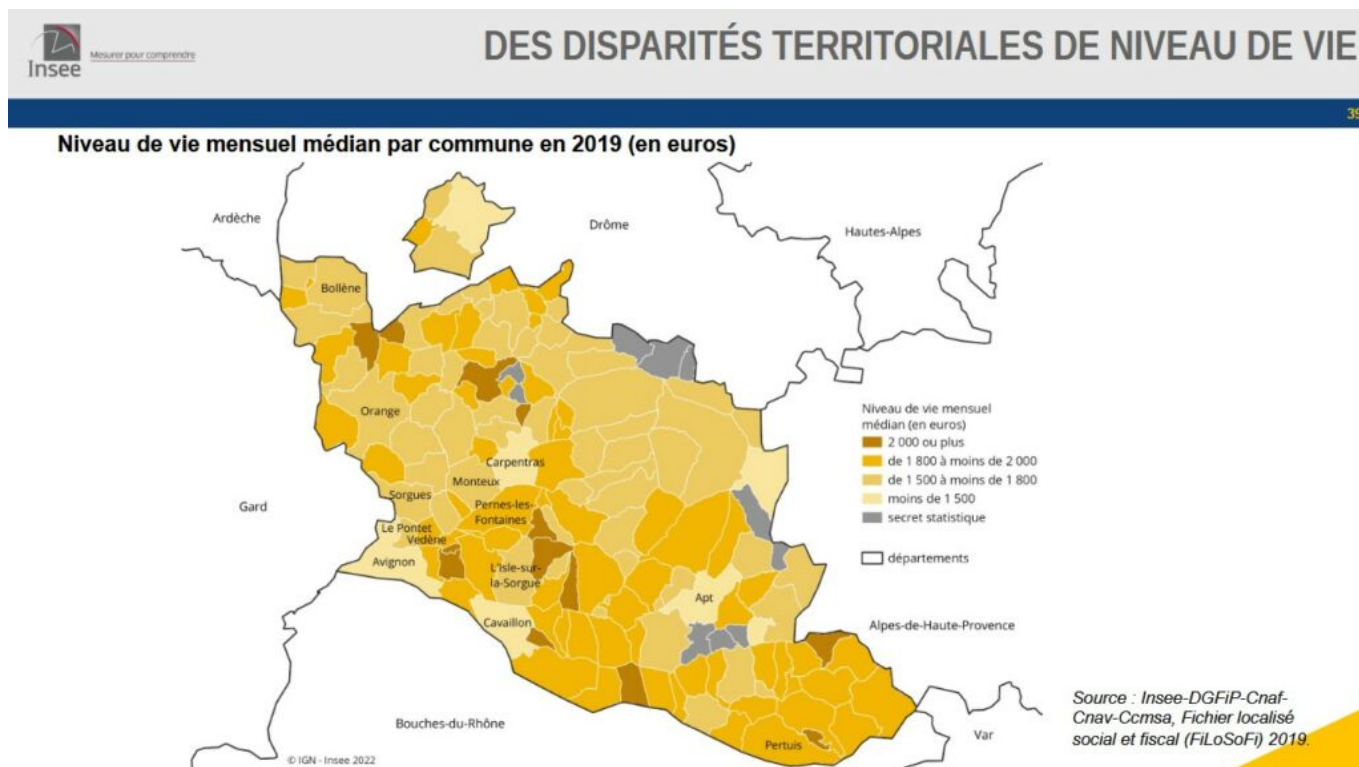
Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

Des inégalités hommes-femmes plus marquées

Niveau emploi, la part des personnes actives parmi celles en âge de travailler est plus faible que la moyenne nationale. Les conditions d'emploi y sont plus précaires et les inégalités hommes-femmes plus marquées. En conséquence, le taux de chômage est plus élevé et le niveau de vie y est plus faible avec une fréquence de la pauvreté plus grande que dans le reste de la région. On compte ainsi 31% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté à Avignon, 28% à Carpentras et 27% pour le secteur Cavaillon-Apt.

Dans le même temps, la part des cadres est de 12,9% dans le Vaucluse là où elle est de 16,9% en Paca et 18,5% dans l'Hexagone.

Ecrit par le 22 novembre 2024



Mieux correspondre à la réalité des bassins de vie

Département ouvert sur l'extérieur, il accueille aussi de très nombreux actifs d'autres départements. Ainsi, comparativement aux 215 100 emplois qu'abrite le Vaucluse, 18% (39 000 personnes) des personnes résident hors du Vaucluse et viennent y travailler alors que 16% (34 700) y vivent mais ont leur emploi hors du département. C'est bien au-delà des chiffres du reste de la région qui oscillent entre 4 et 6%. Preuve de ce 'glissement' du Vaucluse, 1 habitant sur 5 du bassin de vie d'Avignon réside dans le Gard.

Un territoire de plus en plus à cheval entre 3 départements et 2 régions qui a ainsi poussé de nombreux participants à cette réunion de réclamer des études ne se limitant plus aux périmètres administratifs existants pour mieux correspondre à la réalité des bassins de vie.

« L'heure est de bousculer les frontières », demandait ainsi le conseiller départemental vauclusien [André Castelli](#). Même constat pour [Gilles Périlhou](#), directeur de l'[Aurav](#) (Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse) pour qui il est indispensable « de tenir compte des périmètres pertinents, comme les bassins de vie notamment, afin de disposer des meilleurs outils de connaissance des territoires pour mettre en place les politiques publiques. »

Cela tombe bien car l'Insee-Paca, qui vient d'ouvrir un compte Twitter pour suivre son actualité depuis le 21 juin dernier, entend être à l'écoute des propositions de sujets que pourraient initier les 'partenaires'. L'Insee a également rappelé qu'elle était ainsi en mesure de proposer des tableaux et des produits sur-mesure pour les entrepreneurs et les acteurs publics.

Bilan économique 2021 en Paca : le soleil est là, mais la lune n'y est pas



HOCQUEL A - VPA

L'économie régionale bénéficie d'une reprise vigoureuse au second semestre qui lui permet de dépasser les niveaux d'activité de 2019. Mais le doute s'est immiscé dans l'esprit des salariés qui changent d'horizon et des ménages, très hésitants à croquer la pomme.

L'indice boursier français (CAC 40) a progressé de près de 30% en 2021, franchissant, pour la première fois, les 7000 points. C'est un phénomène mondial : malgré les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, la hausse sévère des matières premières et l'inflation, propagée aux denrées alimentaires, c'est la confiance en l'avenir qui l'emporte aux yeux des investisseurs, année de de retour à

Écrit par le 22 novembre 2024

la normale de l'activité économique dite réelle.

Pour la France, le PIB se situait encore 1,7% en deçà de son niveau de son niveau de 2019, grâce à un rattrapage plutôt vif : ce sont les gens, investis à nouveau du droit de vivre librement en société, qui ont le plus contribué à cette reprise en consommant davantage (+5%). Avec un gros bémol : « les exportations et importations de tourisme se sont situées en 2021 à environ 40% sous leur niveau de 2019 », indique l'[Insee](#) dans son [bilan économique 2021 Provence-Alpes-Côte d'Azur](#).

Vaucluse en tête

Ceci explique que deux de nos départements ont davantage subi les conséquences d'un déficit d'activité, plus difficile à rattraper : les Hautes-Alpes, privées de remontées mécaniques dans les stations de ski, et les Alpes-Maritimes, où la fin des mesures restrictives n'a eu d'effet qu'après le mois d'août. Le volume d'heures rémunérées au quatrième trimestre est quand même supérieur à son niveau d'avant-crise dans tous les départements de la région, Vaucluse en tête (+3,1%), suivi des Bouches-du-Rhône (+2,9%) et du Var (+2,6%). La croissance est donc bien là.

Les embauches à la peine, le chômage au plus bas

Les caractéristiques de ce rebond régional n'ont pas affecté la dynamique globale de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en hausse de 2,5% fin 2021 - par rapport à 2019 - et même de 3,5% sur un an. Cependant, le total des embauches, entre l'avant et l'après crise, reste en retrait de 10%, ce qui est loin d'être négligeable.

Il semble pourtant que les employeurs n'aient pas ménagé leurs efforts pour recruter des collaborateurs, à tour de bras. « L'intérim, les immatriculation de micro-entrepreneurs, les CDD comme les CDI sont tous en hausse, et l'apprentissage n'a jamais été aussi haut en région avec 65 000 contrats », observe [Christophe Barret](#), directeur régional adjoint de l'Insee. Les salaires ne sont peut-être pas assez élevés pour amener de nouvelles embauches, alors que le taux de chômage régional (8,3%) est au plus bas depuis 2008. Fin 2021, les disparités territoriales persistent : le taux de chômage varie de 6,8% dans les Hautes-Alpes à 9,6% dans le Vaucluse.

Le manque de bras fabrique des électrons libres un peu partout

Mais les reconversions qui deviennent un des sujets sociologiques de 'l'après Covid' ont aussi pu jouer un rôle pour freiner les nouvelles embauches. Ces changements de cap ne sont pas mesurés par les statistiques du Bilan, mais on décèle beaucoup de mouvement. Pendant les confinements, 110 000 personnes ont quitté le secteur de la restauration en France. Qui sait que la plupart des restaurants ne fonctionnent pas à plein aujourd'hui, alors que tout le monde voudrait pouvoir s'y attabler ? Le manque de bras fabrique des électrons libres un peu partout.

Ainsi, l'intérim dans les professions de santé a explosé (+50%) dans notre région. Et, bien que le nombre de création de société 'classiques' n'évolue plus depuis plusieurs années, il n'y a jamais eu autant de création d'entreprises individuelles.

Les points de vigilance pour 2022

Pour 2022, l'Insee estime que les difficultés de recrutement pourraient, à terme, constituer un frein à l'activité régionale qui « consomme de la main d'œuvre plutôt que des matériaux ». C'est vrai pour le

Ecrit par le 22 novembre 2024

tourisme, composante essentielle de l'économie, nous venons de le voir, mais aussi pour la construction. Ces deux secteurs vont concentrer les tensions les plus dommageables pour la reprise.

Il faudrait que la consommation des ménages, à l'origine de la reprise soit, demain, facteur de croissance. Il y a de quoi faire : l'épargne accumulée pendant la crise a encore augmenté dans des proportions très importantes (+9%) en 2021, après +13,6% en 2020. On pourrait ainsi espérer que l'inflation, si elle est perçue comme durable, précipite les achats importants. Mais on sait déjà qu'il sera plus facile d'acheter un véhicule neuf plutôt que de se lancer dans la rénovation de son logement, pourtant aidée par [MaPrimRénov](#), les artisans du bâtiment n'ayant plus toujours la main d'œuvre qualifiée - comme dans la restauration - pour satisfaire la hausse de la demande.

Le Vaucluse est le 5e département le plus pauvre de France métropolitaine

[Une étude de l'Insee Paca](#) confirme un fort taux de pauvreté dans la population de Vaucluse. Le département est même l'un des plus touchés de l'Hexagone. Quant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle fait à peine davantage puisque seul le département des Hautes-Alpes fait mieux que la moyenne nationale.

Régulièrement qualifié de 7^e ou de 6^e département le plus pauvre de France, le Vaucluse figure en fait en 5^e position métropolitaine de ce triste classement. Avec un taux de pauvreté de 20% de sa population, il apparaît ainsi derrière la Seine-Saint-Denis (28,4%), les Pyrénées-Orientales (21%), l'Aude (20,7%) et la Haute-Corse 20,6%. Il glisse éventuellement de 2 places supplémentaires dans ce 'top de la misère' si l'on prend en compte La Réunion (38,9%) et la Martinique (29,8%).

Si le Vaucluse est à la traîne de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la région ne brille pas par ses résultats (voir tableau ci-dessous). Seul le département des Hautes-Alpes affiche un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale. Les Bouches-du-Rhône et surtout le Gard voisin ne sont malheureusement pas très loin des chiffres vauclusiens.

Taux de pauvreté en Paca et départements limitrophes du Vaucluse

Département	Taux de pauvreté
Hautes-Alpes	13,9%
Ardèche	14,4%
Drôme	14,8%

Ecrit par le 22 novembre 2024

Alpes-Maritimes	15,8%
Var	15,6%
Alpes-de-Haute-Provence	16,8%
Bouches-du-Rhône	18,7%
Gard	19,8%
Vaucluse	20%
Moyenne Paca	17,3%
Moyenne France métropolitaine	14,6%

Source Insee : étude mai 2021 (données 2018)

Dans le Vaucluse il existe aussi de forte disparité entre les territoires. Ainsi, c'est au sein de la Communauté de communes Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP) [que l'Insee observe les plus faible taux de pauvreté du département](#). La CC Territoriale Sud-Luberon et Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse affichent également de meilleurs résultats que la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). A l'inverse le Pays Réuni d'Orange, le Pays d'Apt-Luberon, Rhône Lez Provence, la Cove et le Grand Avignon sont à la traîne. Cependant, ces intercommunalités font mieux que leurs voisins de Beaucaire Terre d'Argence, Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Alès Agglomération et Nîmes Métropole. Des chiffres qui confirment que les personnes en situation de pauvreté sont plus présentes dans les pôles qu'en périphérie.

« Quelle que soit la taille de l'aire d'attraction, le taux de pauvreté est bien plus élevé dans le pôle que dans la couronne : il y est près du double, sauf dans les aires de moins de 50 000 habitants où l'écart est moins prononcé, explique David Pirou dans la synthèse de son étude Insee. La pauvreté est particulièrement élevée dans les communes-centres où un habitant sur cinq est en situation de pauvreté. Elle est moins fréquente en dehors des aires d'attraction (taux de pauvreté de 14,7 %) que dans les pôles (18,9 %), mais reste toutefois nettement plus marquée que dans les couronnes (10,6 %). »

Taux de pauvreté par établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

Établissement public de coopération intercommunale Taux de pauvreté

CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP)	11,6%
CC Territoriale Sud-Luberon	13%
CC Vallée des Baux-Alpilles	13,7%
CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse	14,1%
CC du Pont du Gard	15%
CA Terre de Provence	15%
CA du Gard Rhodanien	16,5%
CC des Sorgues du Comtat	17%
CC Pays d'Uzès	17%
CC Vaison Ventoux	17,8%

Ecrit par le 22 novembre 2024

CA Luberon Monts de Vaucluse	19,1%
CC Ventoux Sud	19,3%
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	18,6%
CC Enclave des Papes-Pays de Grignan	18,9%
CC du Pays Réuni d'Orange (CCPRO)	19,9%
CC Pays d'Apt-Luberon	20%
CC Rhône Lez Provence	20,2%
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove)	20,8%
CA du Grand Avignon	22,2%
CC Beaucaire Terre d'Argence	22,3%
CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	22,7%
CA Alès Agglomération	22,8%
CA de Nîmes Métropole	22,8%

CA : Communauté d'agglomérations ; CC Communauté de communes.

Fortes disparités de revenus

Autre mauvaise nouvelle, avec 19 880€ le Vaucluse affiche également le niveau de vie annuel médian le plus bas de la région. Le département est devancé par les Alpes-de-Haute-Provence (20 580€), les Hautes-Alpes (20 880€), les Bouches-du-Rhône (21 360€), le Var (21 590€) et les Alpes-Maritimes (22 140€) alors que la moyenne de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 21 350€ et celle de la France à 21 650€.

« Les niveaux de vie varient également selon la localisation au sein des aires d'attraction des villes (pôle ou couronne), ainsi que selon le nombre d'habitants de l'aire, poursuit le statisticien de l'Insee. Le niveau de vie médian est ainsi plus faible dans les pôles (21 000€ par an), notamment au sein des communes-centres (20 220€), que dans les couronnes (22 430€). Pour chacune de ces catégories de communes, le niveau de vie augmente avec la taille des aires. Il est ainsi le plus élevé (22 660€) dans les aires de 700 000 habitants ou plus hors Paris, en particulier dans leurs couronnes (23 730€). Dans l'aire d'attraction de Paris, le niveau de vie médian est de 23 740€. Il est plus faible qu'au niveau national dans les communes situées hors attraction des villes (20 410€). »

Autre constat, c'est en Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur que l'on constate les plus fortes disparités de revenus entre les personnes les plus modestes et celles, plus aisées.

L.G.

**Le niveau de vie médian partage la population en deux : la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur*

Écrit par le 22 novembre 2024

Orange : la BA 115 fait décoller l'emploi dans le Haut-Vaucluse



Selon l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur, 3 120 emplois dépendraient de la présence de la Base aérienne 115 (BA 115) d'Orange-Caritat. Ces chiffres confirment l'impact du premier site militaire du département sur l'économie et l'emploi du Haut-Vaucluse.

« La Base aérienne 115 d'Orange emploie 2 030 personnes sur son site, explique [l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) dans [une étude qu'elle vient de publier en partenariat avec le ministère des Armées](#). La quasi-totalité d'entre elles, soit 1 750 personnes, sont des militaires d'active. 80 civils travaillent également à temps complet sur le site de la base aérienne. S'y ajoutent 200 réservistes présents à temps partiel sur la base. »

Ecrit par le 22 novembre 2024

Chaque année, 4 500 à 5 000 militaires sont aussi de passage à la BA 115, pour une formation de durée variable, de 1 semaine à 6 mois. En effet, la base aérienne forme des pilotes de chasse et d'hélicoptère ainsi que les commandos parachutistes de l'air et tous les militaires du rang de l'Armée de l'air et de l'espace. Ces stagiaires, logés sur la commune d'Orange durant leur formation, représentent l'équivalent de 500 personnes présentes sur site tout au long de l'année. Au total, entre les militaires, civils, réservistes et stagiaires confondus, 2 530 emplois sont liés directement à la présence de la BA 115, ce qui situe la base dans la moyenne des effectifs des bases aériennes françaises.

La BA 115 est le plus gros employeur de cette zone, loin devant le centre hospitalier d'Orange (800 emplois) et la mairie d'Orange (500 emplois).

10% des emplois de la zone

Si les unités opérationnelles de la BA 115, aussi dénommée capitaine Maurice de Seynes depuis 1989, sont réparties entre la plateforme aéronautique Caritat, qui s'étend sur les communes d'Orange, Jonquières et Camaret-sur-Aigues, et le 'quartier Geille' dans le centre-ville de la cité des princes, la zone d'influence s'étend sur près d'une quarantaine de communes situées en Vaucluse (25 communes) mais aussi dans la Drôme (4 communes) et le Gard rhodanien (6 communes).

Dans cette zone, 10% des emplois dépendent de la base aérienne car au-delà des emplois directs sur son site, celle-ci génère sur ce territoire, l'équivalent de 590 autres emplois. Pour l'essentiel, ces emplois sont induits par la consommation quotidienne des familles des salariés de la base aérienne et de ses fournisseurs locaux. La moitié des emplois sont générés dans le secteur marchand, dont le commerce (16%) et la construction (11%). La santé et l'administration publique en concentrent à eux deux près de 42%. Des emplois induits qu'y se concentrent principalement à Orange, Jonquières, Camaret-sur-Aigues et Sérignan-du-Comtat où se trouvent les trois quarts de l'ensemble des emplois indirects et induits générés par l'activité de la base aérienne, soit 450 emplois.

Au final, ce sont au total 3 120 emplois qui dépendent de la base aérienne.

Un important poids démographique aussi

« Si l'on considère les familles des salariés, la population concernée par l'activité de la base aérienne représente l'équivalent de 5 180 personnes dans la zone d'influence, poursuit cette étude menée pour l'Insee par Lucile Jamet et Carole Zampini. Près de la moitié de cette population réside à Orange, soit 2 500 personnes. Environ 380 personnes habitent à Camaret-sur-Aigues, 360 à Jonquières, 290 à Piolenc et 200 à Sérignan-du-Comtat. Comme pour l'emploi, l'influence de la base en termes de population est maximale à Orange où 8,6% de la population communale est concernée par la présence de la base, à Camaret-sur-Aigues (8,4%), à Sérignan-du-Comtat (7,4%) et à Jonquières (6,6%). A Piolenc et Mornas, la base 'pèse' entre 4 et 6% de la population totale. »

Cette présence a également un impact sur les effectifs des établissements scolaires des environs. En effet, 880 enfants âgés de 3 à 17 ans ont au moins un parent employé sur la base aérienne. Ils représentent 3,5% des enfants en âge d'être scolarisés du territoire d'influence. À cela s'ajoutent 160 enfants âgés de moins de 3 ans, susceptibles d'être gardés en crèche. Caractéristique d'une population jeune, 60% des enfants des salariés de la base sont en âge d'être inscrits en école maternelle ou primaire, contre 50% de ceux de la zone d'influence.

L'influence de la base aérienne ne se limite cependant pas à la zone retenue dans cette étude. Des

Ecrit par le 22 novembre 2024

salariés de la BA 115, de même que des salariés travaillant dans les établissements fournisseurs, résident en dehors de cette zone. Ces derniers représentent tout de même 32% des effectifs.

La base aérienne va moderniser ses infrastructures pour accueillir deux escadrons Rafale à partir de l'été 2024 en remplacement de celui de Mirage 2000.

Nombreux liens avec le tissu local

Premier site militaire de Vaucluse, la base entretient donc des liens étroits avec le tissu local. Elle s'investit ainsi auprès des établissements scolaires à travers des initiatives diverses comme les Brevets d'initiation aéronautique, les Classes de défense et de sécurité globales et, plus ponctuellement, des journées portes ouvertes thématiques.

Tout récemment, Orange-Caritat a reçu jeudi 1er juillet les élèves du collège Marie-Pila, du lycée Henri-Fabre et Victor-Hugo de Carpentras, du collège Jean-Giono d'Orange, du collège Saint-Gabriel de Valréas, du lycée Montesquieu de Sorgues et du lycée Vincent de Paul d'Avignon afin d'assister à un vol de nuit au cours duquel des brevets d'initiation aéronautique ont été remis. Le 6 juillet, une convention entre le collège de Sainte-Cécile les Vignes et la base aérienne 115 d'Orange a été signée, avec l'Escadron d'hélicoptères 5/67 Alpilles comme unité marraine.

Mi-juin, la base a aussi organisé [son 1er rallye citoyen 2021 au profit d'une centaine d'élèves de différents collèges du Vaucluse](#).

Par ailleurs, dans le cadre des Journées défense et citoyenneté, cette base inaugurée en 1939 par Edouard Daladier, alors président du conseil et député d'Orange, accueille plus de 8 000 jeunes par an. La base aérienne dispose également d'un musée ouvert au public qui attire environ 5 200 visiteurs par an.

Encore des investissements à venir

Dans le cadre de la loi de programmation militaire 2019-2025, la base aérienne modernise ses infrastructures pour accueillir deux escadrons Rafale à partir de l'été 2024 en remplacement de celui de Mirage 2000 équipant actuellement la BA 115 depuis 1998. La venue du jet de combat omnirôle de Dassault devrait nécessiter des travaux d'aménagement sur les 371 hectares du site et les 2 400 mètres de piste. Ainsi, l'Armée de l'Air et de l'Espace vient de lancer, fin 2020, [le chantier de son nouveau mess \(8,5M€ d'investissement\) qui devrait être opérationnel d'ici la fin du printemps 2022](#).

Sur cette période, d'importants investissements (plus de 150M€) vont donc conforter la base aérienne dans son environnement local et accroître légèrement son effectif (50 personnes supplémentaires à l'horizon 2024).

Par ailleurs, chaque année, la base commande 6,7M€ (ndlr : chiffre 2017) de matériels, fournitures et prestations de services auprès d'environ 300 établissements dont un tiers d'entreprises locales. Ces besoins nécessaires à son fonctionnement général et l'entretien de ses infrastructures représentent l'équivalent de 35 emplois.

L'Armée de l'Air prépare également l'avenir en tenant compte des contraintes environnementales. En effet, le Service du commissariat des armées (SCA) a acquis quatre Citroën AMI électriques pour une expérimentation menée par le Groupement de soutien de la base de défense Istres-Orange-Salon de Provence. De quoi permettre de répondre aux enjeux de transition énergétique avec un basculement de la moitié de la flotte administrative des armées à une propulsion à faibles émissions de gaz à effet de

Ecrit par le 22 novembre 2024

serre d'ici 2030.



D'ici mars 2022, la BA 115 sera dotée d'un nouveau mess d'une superficie de 3 400m².